

Tribune socialiste

N° 370 / 2 MAI 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.



Vietnam :
toujours présent

Jean-Marie Vincent

Le miroir
de la publicité

Claude Glayman

Dossier de 2
Centrales

Jacques Ferlus

Options pour
la recherche

Robert Chapuis

Georges Douart
nous dit

Tenors du
jazz

Claude Louis

Une année de colonels grecs

Marc Dragonnis

Nous sommes d'un pays qui a donné naissance à la Démocratie. Le mot et l'institution, l'idée et le régime ont surgi dans ce pays méditerranéen qu'est la Grèce. Aujourd'hui cette Démocratie en Grèce a été poignardée. Et le poignard est de fabrication américaine. Il porte l'inscription « Made in USA ».

Ceux qui s'imaginent que le coup du 21 avril 1967 en Grèce a été un tonnerre survenant dans un ciel clair, ont tort. Les nuages existaient déjà avant. Ils portaient en eux toutes les menaces que l'impérialisme fait

peser sur les peuples qui luttent pour leur émancipation.

Un système de dépendances multiples était déjà en place avant le coup. Notre démocratie était limitée, humiliée, avec des « lois d'exception », héritage de la guerre civile, avec tout un simulacre de constitution qui « légalisait » le « habeas corpus » mais servait à contenir et à ligoter les forces qui s'opposaient non seulement à un gouvernement mais au système même de l'asservissement aux Américains.

Nous qui avons milité dans le parti de l'E.D.A., avons connu, même

avant le coup, la répression sous toutes ses formes les plus brutales, les yeux ouverts et le pied ferme sur le sol national. Nous avons lutté contre l'impérialisme. Pas d'une façon abstraite, mais concrètement. Nous avons réussi à obtenir 25 % des votes en 1958 avec comme slogan principal « A bas les bases de fusées ». Nous avons essayé d'organiser la lutte pour la libération de nos frères chypriotes du joug colonialiste, vers la conception plus large d'une rupture des liens de dé-

(suite page 12.)

LES POINGS SUR LES I Le miroir de la publicité

Il serait outrecuidant de prétendre ici analyser au fond le débat qui vient de se dérouler au Parlement. L'affaire, capitale, complexe est d'autant moins simple à régler qu'en permanence plusieurs données ont été superposées et mêlées, contribuant à truquer la discussion : publicité, information, compétence réglementaire ou législative sur la décision à prendre, duel entre majorité et opposition.

Il est une forme de publicité à contester radicalement : celle qui est le produit du système économique actuel. Service payé sur le dos des consommateurs ; gaspillage intégré au préalable dans les coûts de vente des produits ; véritable racket qui fait vivre, souvent assez joliment, tout un circuit de prestataires sans qu'il y ait une quelconque finalité collective. On a dit qu'une telle conception de la publicité servait à faire naître de faux besoins afin de vendre de vrais produits et d'assurer d'encore plus vrais profits. Voulu par l'éthique de l'individualisme et ses suites, la publicité en vient à violer la personnalité des individus. « Persuasion clandestine » dont les effets sont parmi les plus subtilement attentatoires à la liberté, dans notre société la publicité est aliénante.

Pour autant il serait faux de condamner en soi le principe : en rapport avec le degré de marché contenu dans une planification socialiste, la publicité ne manquera pas d'être utilisée par un autre système économique. Les pays de l'Est la pratiquent et il sera intéressant d'observer l'orientation que les économistes tchèques lui feront suivre. Instrument d'incitation, de sélection et aussi d'information lapidaire, la publicité est donnée objective d'une civilisation industrielle fondée sur le nombre.

Donc schématiquement, il y a deux grandes conceptions de la publicité dont l'une seulement a été appliquée dans nos pays. C'est très exactement ce que l'on n'a pas mis en évidence lors de la récente confrontation au Parlement. Or si l'on ne s'appuie pas sur cette distinction fondamentale et initiale, on se laisse amener à opposer le passage de la publicité à la T.V. à son insertion dans la presse, comme si le premier procédé était immoral et le second moral, comme si entre les deux modes d'exploitation il se produisait on ne sait quel changement de nature. Au nom de quoi ?

Si jusqu'à présent la publicité n'a été envisagée que selon la logique de rentabilité privée, d'après cette même logique la T.V. apparaît forcément comme un support privilégié. Surtout si l'on tient compte que la France est très en retard pour ses budgets publicitaires sur des concurrents déjà rompus aux messages télévisés (1 % du produit national

consacré à la publicité contre 2,66 % en R.F.A.). Sans oublier que la mesure amènera un regain de vente de téléviseurs sur un marché encore loin d'être saturé, voire dégagera les crédits nécessaires au lancement d'une troisième chaîne (encore que service public, l'O.R.T.F. pourrait voir accroître ses subventions budgétaires, en plus de procéder à une amélioration de sa gestion).

Faut-il alors défendre les propriétaires de journaux, sous prétexte qu'il sont souvent hostiles au régime, au titre de leurs prochaines difficultés financières qui demanderont encore à être évaluées après la présentation de la publicité au petit écran ! Faut-il admettre, comme on le prétend, que la presse d'opinion va de la sorte recevoir son coup de grâce, alors que les spécialistes n'ignorent pas que — à l'exception de quelques cas, Le Monde (dont le support de sérieux est déterminant), L'Humanité-Dimanche — la publicité dans la presse est pratiquement monopolisée par les géants et les trusts du papier et de l'édition (dont les intérêts par sociétés interposées seront bien d'une manière ou d'une autre préservés à la TV). Il y a beau temps que les journaux d'opinion ont presque tout perdu de la manne publicitaire, financés qu'ils sont par souscription (de leurs lecteurs) ou tout autre moyen annexe.

Au-delà, certes, il reste l'influence de fait que la publicité risque d'avoir sur la qualité des émissions télévisées. Restent le grand problème de l'information et la manière dont le présent pouvoir la place progressivement et inexorablement sous tutelle ; refusant aujourd'hui toute intervention parlementaire, suivant ici comme ailleurs, mais encore plus gravement, la conception autoritaire qui lui est propre. Comme le note notre confrère Les Echos : « ... Ce qui explique certaines inquiétudes et la dramatisation du problème... n'est-ce pas que depuis dix ans deux pouvoirs se sont accrus simultanément d'une manière considérable, ceux du gouvernement et de la TV... »

Sur ce point, le dossier de l'opposition de gauche est solide, et les plaidoiries de Roland Dumas ou de Pierre Cot, n'ont pas manqué de faire mouche. Il le fallait !

Mais il nous faudra aller plus loin et opposer à un système d'information et de publicité, un autre système d'information et de publicité. Car en y réfléchissant bien, on s'aperçoit que la gauche dans son ensemble (nous y compris) a fort peu déblayé le terrain et fort peu abordé ce que l'on a justement appelé un « quatrième pouvoir ». Les programmes et les accords des formations y font à peine allusion, pour la forme. Sans compter le statut des journalistes menacés par la grande concentration de l'information et qui nous intéresse au premier chef (*).

Conclusion provisoire, pourquoi ne pas inscrire au calendrier de l'un des prochains colloques le thème de l'information ? Hormis quelques sur-

prises à prévoir sur le fait de savoir qui défend qui et quoi dans cette affaire, on se trouverait enfin confronté à l'un des problèmes majeurs de la société moderne : l'indépendance et la valeur de l'information. Problème qui ne cesse de nous hanter par profession mais aussi par engagement. — Claude GLAYMAN.

(*) La Fédération française des Sociétés de Journalistes (nouvelle appellation pour les Sociétés de Rédacteurs) sera, sur toutes ces questions, entendue le 9 mai par le bureau du groupe d'étude des problèmes de l'information à l'Assemblée nationale. Signalons que le président de la Fédération, Jean Schwoebel, doit prochainement publier un ouvrage traitant de ces thèmes que l'on attend avec intérêt.

Rennes : brutalités policières

Le polémiste d'extrême-droite Bri-gneau de « Minute », ayant fait annoncer son intention de parler le 19 avril, à la salle de la Cité, à Rennes, sous les auspices du « Comité de soutien au Sud-Vietnam », de nombreux jeunes gens, en majorité étudiants, manifestèrent devant la porte de la salle, aux cris de « Johnson assassin », « Paix au Vietnam », « F.N.L. vaincra ». Une trentaine de policiers armés de matraques vinrent dégager la cour. Après quelques heurts, les jeunes manifestants se retiraient dans le calme ; mais reprenant de plus belle les policiers se déchaînèrent avec violence. Plusieurs étudiants roulèrent à terre, l'un d'eux, le visage ensanglanté par un coup en plein crâne, dut être transporté à l'Hôtel-Dieu.

Une fois de plus, il faut remarquer que les policiers font toujours du zèle lorsqu'il s'agit de protéger les fascistes, ou simplement de « se défouler » sur des étudiants. (Correspondance particulière.) □

La JOC sur le chômage

Jeunesse Ouvrière » (mensuel de la J.O.C.) consacre un numéro spécial au chômage. La parole est donnée aux jeunes travailleurs, aux déplacés, aux immigrés, à ceux qui sortent des écoles.

La J.O.C. affirme qu'il est temps pour les jeunes de s'organiser pour participer activement à la lutte ouvrière, qui seule est capable de faire naître des solutions. Le plus dynamique des mouvements catholiques prend clairement position contre le capitalisme et la politique gouvernementale. Dans une lettre à M. Misofo, la J.O.C. annonce que dans les circonstances présentes elle préfère suspendre ses relations avec le ministère de la Jeunesse. □

(*) Jeunesse ouvrière « spécial chômage », 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris-13^e. Le numéro : 1 F.

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste UnifiéDirecteur Politique
Christian GuercheDirecteur adjoint
Claude GlaymanRédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20Publicité générale au Siège
de l'administrationDirecteur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

Ardennes : CGT - PSU

Le 8 avril 1968, les délégués de l'U.D. C.G.T. et ceux du P.S.U. se sont rencontrés à la demande des premiers pour discuter des problèmes de l'emploi.

Le P.S.U. est d'accord avec la C.G.T. pour considérer que le chômage est une maladie spécifique du système capitaliste.

Tout en demandant la généralisation de l'allocation complémentaire de chômage partiel et le droit des jeunes à l'allocation chômage, le P.S.U. considère que le problème essentiel n'est pas l'indemnisation mais la suppression du chômage par la mise en œuvre énergique d'un plan de plein emploi.

Le P.S.U. soutiendra les actions menées contre la récession économique tant par la C.G.T. que par les autres organisations ouvrières et en particulier les manifestations prévues pour le 13 mai à Charleville.

L'U.D. C.G.T. enregistre avec une vive satisfaction la similitude des positions tant sur les causes de la récession économique et du sous-emploi que sur les solutions à y apporter. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti
Socialiste Unifié et demande à être
mis en contact avec la section la
plus proche.(Bulletin à retourner au siège du
PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)


Editorial

Le Vietnam nous concerne toujours

Jean-Marie Vincent

Contrairement à ce que prophétisaient au lendemain du discours de Johnson beaucoup de commentateurs trop pressés, les pourparlers en vue de négociations préliminaires pour l'arrêt des hostilités entre la R.D.V. et le gouvernement des Etats-Unis n'ont pas encore eu lieu. Johnson a utilisé des prétextes divers pour reculer les véritables prises de contact et pour essayer de faire croire à l'opinion publique américaine et internationale que sa « bonne volonté » restait entière. En même temps il a fait son possible pour rassurer ses satellites, de Saïgon à Séoul, sur la fermeté américaine.

En d'autres termes, il leur a indiqué que les buts de guerre américains restaient inchangés, même si les victoires du F.N.L. imposaient un certain repli tactique (arrêt des bombardements au-dessus du 19^e parallèle). Il faut bien voir, en effet, que la nouvelle attitude de l'administration américaine représente la poursuite, par d'autres moyens, de la lutte contre le peuple vietnamien et ses alliés dans le monde entier. Sur le front intérieur aux Etats-Unis la manœuvre de Johnson vient de prendre tout son sens avec la déclaration de candidature de Hubert Humphrey qui met, dit-il, la paix intérieure au-dessus de la politique. En clair cela veut dire qu'Humphrey lance un appel à la classe politique des Etats-Unis pour qu'elle ne laisse pas se développer au cours de la campagne électorale un débat sur le Vietnam qui comporte le risque de voir les « pacifistes » modérés à la Kennedy et les « bellicistes » modérés à la Johnson dépassés par des courants extrémistes. Les choses sérieuses doivent se passer entre « gens de bonne compagnie ».

A l'échelle internationale l'objectif poursuivi est maintenant tout à fait discernable. Il s'agit de pousser tous ceux qui trouvent que cette guerre est bien « gênante » à faire pression sur les Vietnamiens pour qu'ils se montrent « raisonnables » en faisant des concessions au point de vue américain (sur la forme et sur le fond, bien entendu). Les mou-

vements d'opposition à l'agression de par le monde doivent être affaiblis et démobilisés par cette manœuvre alors qu'au contraire la position diplomatique des Etats-Unis devrait, elle, en sortir renforcée.

Que le gouvernement des Etats-Unis recherche toujours une victoire politique dans le conflit vietnamien, c'est-à-dire le maintien de la division du pays et la survie d'un gouvernement anti-communiste à Saïgon, est démontré également par son comportement militaire au Vietnam. La zone des bombardements s'est rétrécie, mais leur intensité n'en a rien diminué à en juger d'après le tonnage de bombes déversé ces dernières semaines. Des renforts américains continuent d'arriver et il apparaît probable que la Corée du Sud et la Thaïlande suivront cet exemple à brève échéance. En outre, le haut commandement américain continue à monter de grandes opérations spectaculaires contre les troupes du F.N.L., sans succès il est vrai.

Les adversaires les plus résolus de l'agression américaine n'ont donc aucune raison de diminuer leur pression sur les forces impérialistes. Bien au contraire la nouvelle tactique du gouvernement des Etats-Unis doit être affrontée avec la plus grande vigilance. Chaque pas, chaque manœuvre de l'administration Johnson doivent être analysés avec le plus grand sérieux, replacés dans leur contexte (la situation de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale) afin que la pression la plus vive puisse être exercée sur Washington dans cette période de pourparlers difficiles. L'objectif des alliés du peuple vietnamien doit être de dissiper toute confusion sur la politique réelle des Etats-Unis et de montrer que la cause vietnamienne mérite plus que jamais le soutien du plus grand nombre. Tout retard dans les pourparlers occasionné par le

gouvernement américain, chaque prétexte invoqué pour continuer les opérations de guerre contre le peuple vietnamien doivent être dénoncés avec vigueur.

La victoire « politique » doit devenir pour Johnson et les classes dirigeantes américaines aussi impossible que la victoire « militaire ».

**

Les manifestations des 26 et 27 avril dans le monde, à New York, à Copenhague, à Rome, entre autres, ont montré que les adversaires de l'agression ne se sont pas laissés démonter par le tournant tactique de l'administration Johnson. Au contraire il semble que les échecs sur le terrain de la première puissance mondiale aient eu pour effet de les encourager à agir encore plus vigoureusement que par le passé (à Copenhague en particulier) afin de rendre les difficultés américaines encore plus grandes.

Cette réaction qui est encore celle de minorités actives, doit être à tout prix étendue à d'autres milieux, en particulier aux milieux de travailleurs, parce que l'affrontement politique qui se dessine à propos de la question des négociations ne concerne pas seulement le Vietnam et les Vietnamiens. Un peu partout dans le monde occidental, en Allemagne de l'Ouest, au Japon, en Italie, les gouvernements ont réagi avec brutalité contre le mouvement de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien, pas seulement parce que les manifestations troublèrent la tranquillité digestive du monde bourgeois, mais

aussi parce qu'à travers la lutte en faveur de la R.D.V. et du F.N.L., de nouvelles générations prenaient conscience du parasitisme et de la barbarie des structures impérialistes et capitalistes qui rendent la guerre du Vietnam possible. Les Vietnams de San Francisco, les membres du S.D.S. de Berlin ou de Francfort, les jeunes étudiants de Rome deviennent des gens dangereux parce qu'ils viennent à critiquer les fondements de la société capitaliste et à rechercher le contact avec les travailleurs. Les classes dirigeantes elles, se sont aperçues très tôt, bien avant les organisations les plus puissantes du mouvement ouvrier, que l'opposition à la guerre du Vietnam recelait une charge explosive très forte pour l'ordre social existant.

Il y a eu une génération politique de la guerre d'Espagne qui a été fortement marquée par la défaite du mouvement ouvrier espagnol. Il y a aujourd'hui une génération du Vietnam qui a toutes les chances d'être une génération de combats victorieux, parce que la victoire du peuple vietnamien ne peut qu'ouvrir de nouvelles perspectives à l'histoire du monde. Le P.S.U. qui, depuis le début, a pris une position sans équivoque en faveur de l'agressé contre l'agresseur se sent partie intégrante du grand mouvement de renouvellement politique déclenché par la lutte du peuple vietnamien. Pour lui plus que jamais le mot d'ordre est tout pour la victoire du peuple vietnamien, sa victoire sera aussi la nôtre.

Dix ans de Gaullisme Et après ?

LE 13 MAI 1968 à 20 H 30

Meeting P. S. U.

A LA MUTUALITÉ

avec Manuel BRIDIER, Marc HEURGON,

Serge MALLET

et Michel ROCARD - Secrétaire National

Le sport contre l'apartheid

La récente crise « olympique », en raison du problème de l'apartheid, était parfaitement prévisible ; il faut en chercher la cause véritable bien plus dans l'initiative — fortement soutenue par le président du C.I.O. (*), M. Brundage — de faire voter à Grenoble la réadmission de l'Afrique du Sud, que dans les réactions suscitées par cette décision.

En effet, aucun fait nouveau important dans la politique sportive d'Afrique du Sud ne justifiait un changement d'attitude du C.I.O., qui avait été amené, lors de la session d'Innsbruck en janvier 1964 (préparation des Jeux de Tokyo), à prononcer l'exclusion du Comité sud-africain pour « non respect des articles 1 et 24 de la Charte » (qui interdisent toute discrimination raciale).

Par la suite, l'Afrique du Sud ayant fait savoir qu'elle accepterait de faire certaines concessions, une commission d'enquête avait été chargée par le Congrès de Téhéran, en 1967, d'examiner la situation sur place et de faire un rapport en vue de la session de Grenoble.

Or, les conclusions de cette enquête furent nettement négatives : il était clair que la ségrégation qui fait loi — dans le domaine du sport comme dans tous les autres — en Afrique du Sud, ne serait en rien modifiée à l'intérieur du pays.

La commission d'enquête dut constater : que le Comité olympique sud-africain n'avait rien fait et que le gouvernement de Prétoria était « fort déterminé dans son attitude de ségrégation », qu'il impose à travers des lois telles que celle des « zones de groupes raciaux », qui revient à réserver les meilleures installations sportives aux Blancs.

Comment, dans ces conditions, a pu être obtenu à Grenoble — par 37 voix contre 28 et 6 abstentions (il faut noter que le Comité organisateur mexicain était parmi les opposants) — le vote favorable à la réadmission (**)?

Il est maintenant reconnu que la plupart des membres consultés n'avaient pas eu matériellement le temps de prendre connaissance de ces conclusions négatives de la commission d'enquête, et croyaient par ailleurs ratifier simplement une décision déjà approuvée par la commission exécutive... De plus, les concessions envisagées par l'Afrique du Sud (les athlètes blancs et non blancs voyageraient et logeraient ensemble, porteraient le même maillot et défileraient sous le même drapeau) furent présentées comme très importantes, alors qu'elles étaient à

usage externe, et ne touchaient pas au fond du problème.

Les conséquences étaient à prévoir : les ministres africains réunis à Addis-Abéba en février dernier en session de l'O.U.A. se prononcèrent à l'unanimité pour le boycott des Jeux, et demandèrent aux Comités nationaux de les suivre en ce sens. C'est finalement une cinquantaine de pays (sans compter les Noirs américains) qui déclarèrent qu'ils s'abstiendraient si l'Afrique du Sud envoyait une délégation à Mexico.

« C'est une demi-victoire », disent les Africains.

A ceux qui déplorent la « frustration » imposée par cette décision aux athlètes noirs sud-africains, il convient de demander quelles auraient été les conséquences d'une attitude d'indulgence et de compréhension à l'égard du régime de l'apartheid... N'aurait-elle pas été comprise comme un encouragement à poursuivre la politique de ségrégation, non seulement par Prétoria, mais aussi par la Rhodésie, qui cherche actuellement à élaborer une constitution la rendant « présentable » pour une éventuelle reconnaissance internationale ? □

Haïti : la voie de la violence

Une seule option : la violence ! Tel était le thème choisi par Mgr Helder Camara, archevêque de Recife, à sa conférence jeudi 25 avril à la Mutualité : « Le monde a besoin d'une révolution dans ses structures, et cela suppose nécessairement une révolution dans les mentalités. J'espère que cette transformation pourra se faire par des moyens pacifiques. Je suis contre la violence, mais je comprends la violence. Je respecte les hommes qui ont choisi la violence. »

Pour le représentant du parti de l'Entente populaire haïtien, de passage à Paris, la route de la violence « est l'unique chemin pour renverser les gouvernements existants. Déterminer la révolution est un fait ; l'adapter aux structures de chaque pays, c'est aborder le problème de la guérilla en Amérique latine, dont l'expérience de Che Guevara en Bolivie prouve que ce problème est plus complexe que ne le pensaient les Cubains. En 1964, un groupe de treize jeunes gens ont maintenu pendant deux mois un foyer de guérilla dans la zone méridionale d'Haïti. Ils ont échoué, faute de préparation politique préalable à l'intérieur du pays — ils ne s'étaient pas soudés aux masses. »

Haïti, c'est la dictature implacable de Duvalier, « Papa Doc » et ses « tontons macoutes », police très efficace, ayant droit de vie et de mort sur tous les citoyens — c'est l'exode saisonnier de 20.000 travailleurs en République dominicaine, employés dans les plantations de canne à sucre, la moitié du salaire est versé

au gouvernement de Duvalier, plus une commission de 13,5 % par ouvrier — c'est la prédominance du capital américain, contrôlant le marché du café et du sucre, principales ressources (le dollar circule librement).

Pourtant, le cynique Duvalier inquiète les Américains. A la suite du complot, l'année dernière, mené par la bourgeoisie et des éléments de l'armée, la mission américaine, expulsée, se réfugia en République dominicaine... L'ambassadeur américain déclara en privé : « La prochaine intervention des marines aura peut-être lieu à Haïti ! » Une parodie, en quelque sorte.

Du Brésil à Haïti, la route de la misère débouche sur une révolution violente. Par notre silence, nous serions complices des dictatures à la « Papa Doc ». □

L'ambiguïté des oppositions U.S.

Les deux journées de manifestations américaines « contre la guerre du Vietnam et le racisme » ne sont pas faites pour simplifier les analyses politiques.

Les pacifistes, groupés autour de la mémoire du pasteur King, ont enregistré samedi 27 avril, à Central Park, un succès relatif : près de 100.000 manifestants (contre 200.000 l'année dernière). Il est vrai que leur action était cette fois entachée d'équivoque par la présence parmi eux de John Lindsay, maire républicain de New York, politicien chevronné au sourire kennedyste ; après avoir pris la parole pour affirmer son opposition à la guerre du Vietnam et approuver entièrement la pensée de Luther King, il est allé ensuite passer dix minutes à la tribune d'honneur de la parade organisée par les ultra-patriotes, afin de « distribuer ses encouragements aux forces armées qui risquent leurs vies au Vietnam ». C'est dire que le meeting pacifiste de Central Park s'est déroulé avec la bénédiction gouvernementale...

Beaucoup plus radicales — donc illégales — furent, d'une part la manifestation de Chicago (5.000 personnes environ), au cours de laquelle la police utilisa des gaz paralysants, fit douze blessés et opéra cinquante arrestations ; d'autre part, celle organisée par plusieurs centaines de militants d'extrême-gauche à Greenwich Village, où l'on alla jusqu'à brûler un drapeau américain...

Troisième volet du triptyque : la parade d'extrême-droite à New York. Fait encourageant et remarquable : 50.000 l'an passé, les ultras n'étaient plus que 3.000 samedi...

Mais le résultat le moins attendu de ces deux journées est à coup sûr l'échec de la grève nationale entreprise vendredi par les étudiants américains. Sans doute les organisateurs firent-ils preuve d'un optimisme exagéré en comptant sur la participa-

tion d'un million d'étudiants. Mais il est significatif de constater que le campus de Berkeley a boycotté les piquets de grève (Berkeley : bastion du radicalisme, où 15.000 étudiants avaient acclamé Stokely Carmichael en octobre 1966 !) Il serait toutefois imprudent d'en déduire que le radicalisme a cédé la place à l'indifférence. En fait, les mots d'ordre pacifistes, trop encouragés par la grande bourgeoisie et les dirigeants de Washington, ne satisfont plus les étudiants de gauche. La participation de deux cents d'entre eux aux manifestations anti-américaines qui se sont déroulées au Japon montre bien que leur détermination de lutter n'est également pas éteinte.

Cette détermination ne pourra qu'être encouragée par la décision d'Humphrey d'être candidat démocrate aux élections présidentielles. D'autant plus que tous les observateurs sont formels : il devrait peut-être l'emporter au sein de son parti. Il a d'ailleurs déjà pris contact avec les milieux influents de Wall Street pour financer sa campagne... La perspective d'un duel Nixon-Humphrey ne pourra donc que resserrer les rangs de tous les opposants sincères à la guerre du Vietnam et au racisme. □

L'Europe malade de l'espace

La coopération spatiale européenne est plus que compromise.

Après les Anglais qui ont refusé de participer à la construction de satellites de communications de l'ELDO, voilà que les Italiens refusent à leur tour toute participation au financement des deux satellites TD1 et TD2 de 450 kg qui font partie du programme le plus important de l'organisme européen.

Ces deux défections mettent l'Europe à la merci des Etats-Unis pour la mise en place d'un équipement spatial.

Certes, les dépassements budgétaires de 200 millions pour le programme TD sont considérables, et le fait que l'industrie italienne ne participe pas aux travaux de ce projet tout en y contribuant financièrement explique en partie la décision du gouvernement romain. D'ailleurs, il est à prévoir que Rome pèsera sur les décisions qui seront prises à la réunion de la Conférence européenne spatiale qui se tiendra à Bonn et reviendra sur sa décision moyennant commandes pour son industrie.

Il en va tout autrement de la position britannique qui est lourde de conséquences, puisque la Grande-Bretagne ne participera au programme ELDO que dans le cadre actuel des prévisions. Or, ici aussi, il y a des dépassements.

Décidément, l'Europe spatiale est mal partie.

(*) C.I.O. : Comité International Olympique.

(**) Le délégué français avait fait une contre-proposition : les athlètes sud-africains blancs et non blancs participeraient à titre personnel, sous le drapeau olympique.

□ C.F.D.T - C.G.T.

Éléments d'un dossier

Jacques Ferlus

Depuis plusieurs semaines la presse (de « La Nation » à « L'Humanité ») publie les déclarations de divers dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Chaque confédération fait à l'autre une série de reproches qui laissent supposer que la lune de miel unitaire, commencée en janvier 1966, est sur le point d'aboutir à un divorce.

Nous publions ici de larges extraits de deux textes importants : un discours de Benoît Frachon, président de la C.G.T., prononcé début avril au congrès du syndicat C.G.T. de l'arsenal de Toulon ; l'autre est tiré d'un rapport d'Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.D.T., rapport présenté au Comité National confédéral le 20 avril dernier.

Ces deux textes font le point de l'état des relations entre les deux grandes centrales ouvrières. Il ressort que les accusations sur les actions anti-unitaires, si regrettables qu'elles soient, ne constituent pas l'essentiel de la « crise ». En fait, C.G.T. et C.F.D.T. ont chacune une conception particulière du syndicalisme. Et la véritable divergence est politique. Cela étant, et bien que ni les uns ni les autres n'envisagent la rupture de l'accord de 1966, il sera de plus en plus difficile aux deux centrales de se retrouver au niveau de la tactique et de l'action tant que le débat de fond ne sera pas engagé. C'est peut-être la deuxième phase de l'unité syndicale qui est entamée.

A la lumière des déclarations des deux dirigeants syndicaux, on aura intérêt à relire l'adresse aux syndicats du dernier Conseil National du P.S.U. (T.S. N° 367 du 4 avril 1968).

C.G.T. : « Les actions quotidiennes déterminent les grands objectifs ».

« Si l'on considère l'importance de l'accord conclu en 1966, les craintes qu'il a suscitées chez tous les adversaires de la classe ouvrière, les pressions exercées de toutes parts, les prophéties sur sa fin prochaine, nous pouvons considérer comme un succès qu'avec nos camarades de la C.F.D.T. nous l'ayons maintenu au milieu des tempêtes ; mais tout en affirmant le mérite de l'accord, Benoît Frachon reconnaît que « les choses ont été moins bien qu'en 1966 et 1967 ». Puis il révèle que dans certains endroits les « alliés » refusent d'appliquer les décisions prises en commun et sur ce point le président déclare : « Il est possible que les organisations centrales de la C.F.D.T. n'aient pas l'autorité suffisante pour amener certaines de leurs organisations à appliquer leurs décisions. A la C.G.T. nous n'avons pas de tels inconvénients... Là où de tels faits se

produisent nos organisations doivent immédiatement porter la question publiquement devant les travailleurs et les faire juges de ceux qui en portent la responsabilité ». Et il donne ce conseil à ceux qui seraient encore hésitants : « Ce n'est pas la défendre (l'unité) que de couvrir ceux qui tentent de la torpiller ».

Puis Benoît Frachon signale que malgré « les forces considérables dont elle dispose », la C.G.T. ne peut se permettre, comme la C.F.D.T., « un nombre inusité de délégués permanents dont l'activité n'a parfois rien à voir avec l'organisation de l'unité et de l'action ».

Et le président de la C.G.T. aborde la question-clé : « celle de l'union des forces de gauche et du rôle des syndicats dans cette union ». Il déclare : « Nous sommes pour l'élaboration d'un programme commun avec l'ensemble des organisations politiques intéressées sans restriction. La C.F.D.T. n'est pas pour la collaboration avec le parti communiste. C'est une position partisane qui heurte la grande majorité de la classe ouvrière ».

« C'est pourquoi la C.F.D.T. se prononce pour le pluralisme syndical et nous pour l'unité syndicale, c'est-à-dire pour un seul syndicat ouvrier en face d'un seul syndicat patronal ». C'est pour tout cela et « pour ne pas laisser créer la confusion chez les ouvriers » que l'action de la C.G.T. doit se poursuivre sur son propre programme. « Plus nous ferons avancer les idées de la C.G.T., plus nous serons à même de progresser vers la voie de l'unité d'action et vers l'unité syndicale ».

« ... Il faut qu'un syndicat d'entreprise ait son programme détaillé, élaboré soigneusement avec les ouvriers... et prévoyant les moyens pour le soutenir dans l'usine avec l'appui de l'ensemble du personnel. C'est un travail moins brillant que les grandes envolées pseudo-révolutionnaires, moins apparent que les phrases radicalisées par des tours de passe-passe comme des prestidigitateurs. C'est ce travail patient, persévérant qui permet d'aller avec sûreté vers les grandes batailles, les vraies. Sans cette action quotidienne multipliée (à la base) il n'y a pas, il ne peut y avoir de vraies luttes à l'échelle nationale. Sans cela il n'y a que gesticulations, agitation vaine qui passe au-dessus de la tête des ouvriers ».

C.F.D.T. : « Les grands objectifs déterminent les actions quotidiennes ».

Le secrétaire général de la C.F.D.T. déclare d'abord que la tension entre sa confédération et la C.G.T. remonte à plusieurs mois et



Eugène Descamps et Benoît Frachon.

A.D.N.P.

que la cause en est la déclaration de la C.G.T. sur « sa volonté d'aboutir à un programme commun des formations politiques et syndicales de gauche ». Eugène Descamps rappelle la décision unilatérale de la C.G.T. pour la grève des cheminots et les incidents de la Bastille le 13 décembre dernier, puis il déclare : « La difficulté majeure dans les rapports avec la C.G.T. tient au fait que ce qui a prévalu dans cette centrale depuis mai 1967, ce fut l'objectif politique... La C.G.T. était plus préoccupée de la réalisation d'une vaste opération de caractère politique tendant à mobiliser les masses, qu'à rechercher la plus large concertation des forces syndicales. Les dénégations n'y feront rien... Les militants syndicalistes adhérents au P.C. tendent à utiliser les motifs de mécontentement à des fins d'action de masse de caractère unitaire et politique, dans le cadre de la tactique et de la stratégie du P.C. Pour les non-communistes de la C.G.T., l'absence de contacts suivis avec d'autres expressions politiques, les conduit à des positions proches ou analogues à celles du P.C. ».

Après avoir regretté que les signes d'évolution de la C.G.T. au cours des deux dernières années ne soient plus apparents, « d'autant plus que la pratique de l'unité d'action entraînait progressivement de nouvelles couches de travailleurs dans les mouvements revendicatifs », Eugène Descamps rappelle la position du congrès confédéral de 1965 sur l'unité organique : « Cela veut dire un mouvement syndical uni, tolérant, puissant, respectant les courants de pensée, les familles spirituelles, les consciences et les personnes ; un mouvement indépendant à l'égard des

partis, dans la sauvegarde de l'autonomie de chacun, travaillant à la mise en place d'un syndicalisme démocratique. Cela exclut la notion de syndicat courroie de transmission du parti et toute intervention extérieure au syndicalisme. Cela exclut qu'aucune organisation prétende être, et elle seule, la conscience des travailleurs ». Tout en concluant que les conditions de l'unité organique ne sont pas satisfaites, le secrétaire général ajoute que l'accord de 1966 ne doit pas pour autant être rompu. Tout au contraire il faudrait l'étendre aux autres organisations.

Après avoir fait le point des rapports avec F.O., Eugène Descamps conclut : « Si le syndicalisme veut être efficace, il ne peut se contenter de réagir sur les conséquences des décisions que prendront patronat et gouvernement, il doit être en état de peser sur les décisions elles-mêmes. Le droit syndical c'est le droit à la négociation des salaires, des conditions de vie et de travail, c'est le droit à s'occuper de l'emploi, de l'organisation du travail au sein de l'entreprise et dans l'industrie, le droit d'intervenir quant au devenir de l'économie, quant à l'orientation de la production, de la consommation, quant au volume et aux fonctions de l'investissement. Le droit syndical c'est fondamentalement le refus de laisser notre destin entre les mains d'hommes qui font chaque jour, pour le plus grand nombre, la preuve de l'égoïsme et de leur incurie. C'est notre droit à nous, de maîtriser notre avenir... Dans ces luttes l'unité d'action est un moyen parmi d'autres. Elle nous permet dans le présent d'unir nos forces en vue d'objectifs à court et moyen terme ». □

Le SGEN à Mulhouse

Au Congrès du Syndicat Général de l'Education Nationale (C.F.D.T.) 450 délégués de tous les degrés d'enseignement ont fait le point, et déterminent son orientation pour les deux années à venir. Les divers degrés travaillent séparément leurs problèmes corporatifs, mais — et c'est la caractéristique de ce Syndicat général — examinent ensemble les problèmes pédagogiques et revendicatifs. C'est ensemble, et dans un très large accord, qu'ils se prononcent pour une formation permanente des maîtres, ensemble qu'ils condamnent le système d'orientation récemment décidé par le conseil des Ministres. Autre originalité importante : la liaison établie entre

l'effort de rénovation pédagogique et l'amélioration des conditions de vie des enseignants : la revendication s'en trouve davantage encore justifiée. Mais le S.G.E.N., conscient d'être le seul syndicat universitaire affilié à une centrale ouvrière, dépasse dans ses perspectives le simple domaine de l'université, ou plutôt le replace dans un contexte plus général, celui d'une politique d'ensemble de l'enseignement et de la recherche dans notre société actuelle, et son évolution. C'est à ce genre de préoccupations que correspond le texte d'orientation adopté en fin de congrès à l'unanimité.

Programme

Une stratégie de la recherche scientifique

Robert Chapuis

Le Parlement doit le 7 mai prochain aborder la politique française de recherche scientifique. Dans cette perspective, il nous a paru intéressant de publier ici les extraits d'une communication de Robert Chapuis au récent colloque du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (S.N.C.S.) qui contribue à étoffer la réflexion de la gauche sur ce thème fondamental.

« Les réalisations éclatantes de la science et de la technique viennent brusquement de poser au monde occidental des problèmes vitaux dont la solution exige une révision profonde des échelles de valeur, des objectifs, des priorités, des programmes et des méthodes en vigueur dans le domaine de la recherche, de l'enseignement, de la formation de la jeunesse... C'est essentiellement en fonction du nombre de ses chercheurs et de ses ingénieurs, du volume de ses investissements technologiques, des ses capacités d'invention et de réalisation que se mesurent maintenant la puissance et le potentiel d'une nation. »

Ainsi s'exprimait Pierre Mendès France dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi sur la recherche, il y a dix ans. Qu'en est-il aujourd'hui ? Qu'en est-il après dix années de gaullisme ? Existe-t-il enfin une politique de la recherche dans notre pays ?

C'est à cette question que je voudrais d'abord répondre avant de mettre en évidence les éléments que le P.S.U. entend verser au débat sur les objectifs, l'organisation et les moyens d'une véritable politique de la recherche scientifique.

La recherche est restée longtemps un phénomène d'ordre culturel ; elle s'identifiait à l'effort des hommes de science pour élucider les phénomènes naturels, les maîtriser, parfois les utiliser. Cette recherche était avant tout « fondamentale ». [...]

Le développement

...Depuis quelques années, la France a découvert la nécessité de la recherche de développement. Qu'il s'agisse de suivre les nouveaux appétits ou de résister à la pression américaine, il fallait bien garantir les bases d'une recherche d'une ampleur toute nouvelle. La recherche de développement demande en effet des moyens considérables, sur une longue durée, pour une rentabilité dont le terme n'est jamais certain, car il dépend grandement de la conjoncture nationale ou internationale. Elle réclame des plans à long terme, une garantie de financement, des équipes cohérentes.

Qu'elles soient liées ou non à des capitaux américains, les entreprises privées françaises préféreraient le plus

souvent tirer le bénéfice de recherches entreprises ailleurs, en France ou aux Etats-Unis, plutôt qu'organiser leur propre recherche. Le secteur privé fournit moins du tiers des sommes affectées à la recherche. Encore convient-il d'ajouter que 85 % de ces crédits proviennent de 84 entreprises seulement.

C'est donc l'Etat qui prit l'initiative de financer les nouveaux besoins de la recherche ; il le fit d'autant plus facilement que la politique militaire de la V^e République réclamait de larges moyens de recherche ; la force de frappe absorba une part énorme des crédits ; elle assura aussi l'armature des premiers plans de recherche à long terme, appelés à servir de carcans plutôt que de modèles pour l'ensemble des recherches. On vit ainsi se développer, à côté du C.N.R.S., de larges secteurs de recherche liés aux différents ministères : le Centre d'Etudes Atomique principalement mais aussi l'I.N.R.A. avec le ministère de l'Agriculture, l'O.R.S.T.O.M. avec celui de l'opération, l'I.N.S.E.R.M. en rapport avec le ministère des Affaires sociales et bien d'autres. La création de la D.G.R.S.T. permit d'assurer le financement de ces divers organismes tandis que d'autres initiatives assuraient l'intervention de l'Etat dans de nouveaux domaines ; ainsi les ordinateurs et les techniques annexes, avec le Plan-Calcul ou dans des domaines plus traditionnels tels que celui de l'aviation avec le projet Concorde.

La croissance du budget de la recherche montre assez la part déterminante prise par l'Etat dans l'effort de recherche dont il finançait 69 % en 1967 et, semble-t-il, près de 70 % en 1968.

Cette évolution s'explique principalement par le coût gigantesque de la recherche de développement qui bénéficie de 52 % de ce budget, tandis que 30 % va à la recherche appliquée et 18 % à la recherche fondamentale. L'exemple américain ou anglais montre d'ailleurs le même phénomène, avec plus d'ampleur encore ; elle représente 66 % du budget de la recherche des Etats-Unis, 61 % de celui de la Grande-Bretagne.

A quoi servent ces recherches ? A développer et à améliorer les bases énergétiques, les procédés de communication, les productions chi-

miques, les techniques de calcul, de mémoire, de gestion, etc. Mais la véritable question est de savoir à qui servent ces recherches...

Elles servent tout d'abord au développement de nombreuses entreprises privées, particulièrement des plus grandes ; en 1966, l'exécution des recherches par le secteur privé a dépassé celle qui était prise en charge par le secteur public (52 % contre 48 %). Plus largement, c'est évidemment l'industrie privée qui bénéficie au premier chef des résultats des recherches à fonds publics ; ainsi s'assure-t-elle contre les risques d'échec ; ne bénéficiant que des succès, elle développe ses profits en toute sécurité. Il y a nationalisation des risques et privatisation des profits ; on peut ainsi se demander s'il ne serait pas non seulement plus juste, mais aussi plus rationnel d'assurer le contrôle de la nation sur la production elle-même, du moins dans les principaux domaines du progrès scientifique et technique. La liberté d'initiative des entreprises aboutit d'ailleurs à d'étranges comportements :

— dans le domaine de l'électronique, n'a-t-on pas vu une grande entreprise électronique hésiter ou même se refuser à exploiter certains brevets, malgré l'aide de l'Etat, pendant ainsi l'occasion de gagner de nouveaux marchés et se condamnant à la fusion avec une autre société dont les capitaux ne sont pas seulement français ; etc.

A quoi sert l'A.N.V.A.R. (Agence Nationale pour la Valorisation des Recherches) quand l'Etat ne dispose pas d'un secteur public suffisant dans les industries de pointe pour peser d'une façon décisive sur les orientations de la production ? En France, la nationalisation a porté principalement sur les services ; c'est aujourd'hui se mettre dans la dépendance des « clients » que sont les grandes entreprises privées. Les impératifs de la recherche de développement obligent, eux aussi, à reposer sérieusement le problème des nationalisations.

Un tournant

En fait, nous sommes à un tournant : aux Etats-Unis, 70 % des recherches sont exécutés par le secteur privé. L'Etat est au service du capital privé, il garantit la formation des chercheurs, il assure le débouché extérieur et l'équilibre financier des opérations ; grâce à un large financement public encore accru par les demandes que suscite la guerre du Vietnam. Une telle formule — on le voit bien aujourd'hui — et bien des Américains eux-mêmes s'en inquiètent, a une double conséquence :

— intérieure, parce qu'elle remet les rênes de l'économie à la bonne volonté de quelques grandes entreprises dont l'intérêt ne peut plus se confondre avec la justice sociale, même aux yeux des plus ardents défenseurs de la « libre Amérique », et le problème noir n'est que le symbole le plus visible de cette réalité ;

— extérieure, parce qu'elle tend à développer une politique impérialiste à l'échelle planétaire, sous des formes diverses, pour protéger ou étendre les sphères d'influence de l'économie américaine.

Une politique est possible ; elle consisterait à fournir à l'industrie privée les moyens d'assurer son développement et sa compétitivité sur le plan international ; financée par l'Etat pour la plus grande part, la recherche servirait alors à transformer la France sur le modèle américain. On peut se demander si les entreprises françaises sont prêtes à suivre la politique gaulliste dans ce sens. Ne les verra-t-on pas jouer sur les deux tableaux :

— d'une part, profiter de l'aide de l'Etat ;

— d'autre part, s'assurer par des contrats ou des accords tacites contre les risques d'une concurrence avec les puissantes sociétés américaines. Le complexe du capitalisme français n'est certainement pas près de cesser, d'autant plus s'il s'agit d'envisager de meilleurs profits immédiats.

Telles sont les contradictions du gaullisme ; vouloir répondre au « défi américain » en faisant de la France une autre Amérique ; faire dépendre sa politique économique d'entreprises qui n'acceptent sa politique internationale que pour autant qu'elle ne leur pose pas de problèmes sérieux. Que cesse la guerre du Vietnam et le poids qu'elle fait peser sur les orientations de l'économie américaine et l'on verra comment réagiront ces entreprises face à des initiatives des U.S.A. en Europe même ; il est peu probable que les chefs d'entreprises français soient alors prêts à se lancer dans une guerre d'indépendance à l'envers.

Une autre politique est possible...

En coordonnant financement et moyens d'exécution, en assurant les garanties indispensables aux chercheurs, la puissance publique peut créer les bases d'une politique qui serve réellement les intérêts de la collectivité et garantisse son développement.

L'alternative

C'est à définir cette politique d'alternative socialiste et à en créer les conditions que le P.S.U. consacre toute son action. [...]

Le capitalisme nous a habitués à ne considérer que le produit. Or, la recherche de développement devra de plus en plus, si elle veut aller jusqu'au bout d'elle-même, se poser la question du travail et des travailleurs. Une politique de formation professionnelle suppose la maîtrise de phénomènes d'emploi ainsi que la connaissance plus précise des problèmes de qualification. En pénétrant dans l'entreprise elle-même, en mettant en cause la nature même du travail, la recherche permet une contestation fondamentale de l'exploitation économique, qu'elle soit à base capitaliste ou bureaucratique.

Plus généralement, la maîtrise des phénomènes de décision et d'in-



Quand la machine mange l'homme.

A.F.P.

fluence à tous les échelons assurerait l'inquiétude démocratique nécessaire au fonctionnement de tout système socialiste.

Le plein-emploi et la démocratie dans l'entreprise seront deux fondements essentiels d'une politique socialiste, l'un et l'autre impliqueront la mise en place de recherches suivies, avec des moyens très supérieurs à ceux que le régime actuel, par sa nature même, ne peut ou ne souhaite leur accorder. [...]

L'avenir est aux pays qui seront capables d'assurer le développement cohérent des hommes, des connaissances et des techniques. Et à cet égard les plus « sous-développés » ne sont peut-être pas toujours aujourd'hui ceux auxquels on a l'habitude de penser...

Les objectifs de la recherche feront donc partie intégrante du Plan que le pays entend se donner. Ils seront définis de la même façon et c'est le pouvoir politique lui-même qui devra prendre ses responsabilités, sous le contrôle de l'Assemblée. Bien entendu, les choix doivent être informés avec précision par ceux-là mêmes qui en connaissent l'importance et en assureront la mise en œuvre... Seul un Conseil national de la Recherche scientifique pourra fournir cette information permanente, liée à la compétence et à la réalisation.

Avant de voir la composition d'un tel Conseil, il faut encore examiner les autres tâches qui peuvent lui incomber.

Pour réaliser les grands objectifs ainsi définis, les moyens financiers proviendraient principalement du budget national. Il est probable que, sous tout régime, l'existence d'un secteur industriel privé conduira à y développer des activités de re-

cherche. On peut même envisager qu'une part des bénéfices de ce secteur soit obligatoirement réinvestie dans des activités de recherche dans le cadre des objectifs définis par le Plan. Une aide de l'Etat peut s'avérer nécessaire; elle implique la possibilité d'un contrôle sur l'utilisation de cette aide. Diverses solutions sont possibles, ne serait-ce que la participation de l'Etat au capital des entreprises. Dès maintenant, l'Etat possède des actions dans diverses sociétés, qu'il s'agisse de la chimie ou des télécommunications. Il serait essentiel que cette participation ne soit pas à sens unique; la politique de ces sociétés devrait s'inscrire dans le cadre des objectifs définis par le Plan, notamment dans le domaine de la recherche, faute de quoi l'Etat devrait s'en retirer et envisager la création d'un secteur public dans ces domaines, pour imposer les choix collectifs.

Le Conseil de la Recherche

Si le financement de la recherche provient pour l'essentiel du budget national, c'est donc au Parlement qu'il conviendra de voter les crédits à court, moyen ou long terme, dans le cadre d'une loi de finances à base annuelle ou pluri-annuelle. Le projet de loi devra correspondre bien entendu aux objectifs du Plan, c'est dire qu'il implique une collaboration étroite entre l'Assemblée, le Gouvernement, le Conseil national de la Recherche scientifique à évoquer.

Le rôle essentiel de ce Conseil serait bien entendu de mettre en œuvre les moyens donnés à la recherche. C'est au Conseil qu'il appartiendra de mettre en place les équipes de recherche, d'en définir les conditions de travail, d'en contrôler

l'activité, de faciliter la liaison entre la recherche et la réalisation, tant par la délivrance des brevets que par l'incitation à l'effort industriel, public et privé, dans le secteur correspondant aux activités de recherche.

Le Conseil disposera donc de véritables pouvoirs à la différence d'institutions comme le Conseil économique et social. Il ne se confondra pas avec le Conseil établi actuellement auprès du C.N.R.S. dans la mesure où ses activités s'étendront à l'ensemble du domaine de la recherche aussi bien technique que scientifique ou culturelle. Le Syndicat national des Chercheurs a fait d'excellentes propositions quant à la composition de ce Conseil et le P.S.U. est prêt à les appuyer, la représentation de toutes les parties intéressées y sera en effet garantie :

- les chercheurs et tous les personnels de la recherche, dans la diversité de leurs situations ;

- les utilisateurs de la recherche, c'est-à-dire les représentants des producteurs et des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture ;

- les pouvoirs publics et l'administration propre à la recherche. [...]

Il faut souligner à cet égard l'équivoque de la D.G.R.S.T. qui est à la fois la meilleure et la pire des choses. La meilleure parce qu'elle représente une forme d'intervention efficace dans certains domaines de la recherche; la pire parce qu'elle est fondée sur les impératifs immédiats du gouvernement, sans rapport avec les objectifs du Plan, sans contrôle des chercheurs, sans rapport — du moins officiel — avec les utilisateurs. La D.G.R.S.T. condamne aussi bien des recherches soit à rester sans lendemain, soit à s'intégrer dans le processus de production, sans parvenir à l'influencer sérieusement ; seul un conseil disposant de véritables pouvoirs servira de base à une recherche efficace, dotée de larges moyens et capable d'influer sur le régime économique et le développement social.

Parmi ces pouvoirs figurera bien entendu la délivrance des brevets ; c'est ici l'importance de la représentation des utilisateurs. Comme nous l'avons vu, l'avenir de la recherche est grandement conditionné par le type de réalisation qu'elle permettra, la participation permanente des représentants des utilisateurs doit faciliter le processus d'interactions entre recherche et production, recherche fondamentale et recherche appliquée, recherche appliquée et recherche de développement. [...]

Les rives de l'Europe

Bien entendu, les perspectives nationales ne sauraient suffire. Toute recherche tend aujourd'hui à s'inscrire dans une perspective internationale. Pour la France, c'est ainsi posé le problème de l'Europe. Il est utile à cet égard de tirer les leçons des expériences passées ; en créant des structures communes

avant d'en assurer la justification concrète, on a fait des organismes européens des entités abstraites, coupées de toute réalité aussi bien nationale qu'internationale. On l'a vu avec l'Euratom comme avec le projet Eldo. Il est urgent par contre que des pays européens — et certainement au-delà de l'Europe des Six — se réunissent pour mettre sur pied des politiques communes correspondant à leurs besoins, dans certains secteurs déterminants : recherche nucléaire, électronique, aviation, recherches spatiales, etc. Ces politiques permettront la mise en place d'équipes et de structures adaptées. Alors l'Europe commencera à exister non plus par le jeu des discours, mais par le résultat de contraintes communes, librement acceptées par chacun des partenaires. [...]

... Un Conseil national de la Recherche scientifique devrait réunir l'ensemble de ces organismes et garantir aux chercheurs un même statut qui corresponde au double caractère que nous avons évoqué tout à l'heure et qui implique :

1° La sécurité de l'emploi en tant qu'ils participent à un service public au bénéfice de la collectivité; sécurité pour le présent mais aussi pour l'avenir.

2° La mobilité nécessaire des personnels entre les activités de recherche, d'enseignement et de production. Il ne paraît pas convenable d'enfermer les chercheurs dans un cadre qui les exclurait finalement de la vie nationale, de la même façon qu'il exclurait de la recherche ceux qui n'auraient pas décidé d'en faire leur unique métier. Le problème est de permettre à ceux qui enseignent et qui produisent d'accéder à certains moments à des activités de recherche comme de permettre aux chercheurs de passer quand il le faut ou quand ils le désirent dans des secteurs d'enseignement ou de production.

Un statut est possible sur cette base ; il reviendrait à faire bénéficier les chercheurs de certains avantages de la Fonction publique, sans pour autant les enfermer dans ce cadre pour toute leur existence. Ce serait ainsi faire œuvre utile pour tous, pour tous les fonctionnaires et notamment pour les enseignants.

Finalement, dans l'élaboration de leur statut, les chercheurs ne travaillent pas que pour eux-mêmes. C'est bien la preuve, une fois de plus, de la part déterminante que la recherche a prise dans la vie nationale, dans la vie publique. Il lui appartient désormais de se libérer des tutelles qui l'étouffent sous prétexte de la mieux conduire ; il lui appartient de prendre ses responsabilités à part entière, à travers ses activités, ses équipes, ses institutions.

Le P.S.U. a le ferme espoir que votre colloque permettra de jeter les bases de cette politique responsable, qui n'est pas nécessaire seulement aux chercheurs, mais à l'ensemble de la collectivité. □

Calendrier

DIJON

Jeudi 2 mai 1968 :

Foyer Mansard (bd Mansard), 20 h 30
Meeting organisé par la Fédération de la Côte-d'Or et la section E.S.U. de Dijon.
« Connaître l'impérialisme au Vietnam, en Amérique latine et ailleurs. Lutter pour le socialisme et le développement. »
Avec Manuel BRIDIER et Marc HEURGON.

Michel ROCARD en ALSACE

Jeudi 2 mai - STRASBOURG

17 h 30 - Conférence de presse.

20 h 30 - Salle de l'Aubette - Place Kléber - Meeting sous la présidence de Pierre NOEL, maire de Saint-Die.

Vendredi 3 mai - MULHOUSE

20 h 30 - Maison du Peuple - Rue des Trois-Rois :

Conférence-débat - Programme et position du P.S.U.

CONFÉRENCE NATIONALE DES E.S.U.

Vendredi 3 mai à partir de 18 h - Samedi et dimanche 4 et 5 mai.

Au siège du P.S.U. - 81, rue Mademoiselle, PARIS-XV^e.

AUBOUE (Meurthe-et-Moselle) : La Confédération générale du logement (C.G.L.) organise les 4 et 5 mai une rencontre régionale à AUBOUE, salle de la mairie, en Meurthe-et-Moselle.

SAMEDI 4 MAI : 16 h - 19 h : *Métropole lorraine et logements* (Qu'est-ce qu'une métropole ? Que signifient D.A.T.A.R. ? G.C.P.U. ? O.R.E.A.M. ? La métropole lorraine Nancy-Metz-Thionville. Les zones de logements. Le rôle des militants C.G.L.)

DIMANCHE 5 MAI : 9 h 30 - 12 h 30.
Les problèmes des accédants à la propriété.
12 h 30 : Déjeuner-débat : *l'activité C.G.L. en Lorraine.*

M. Guy THOREL, secrétaire général national de la Confédération générale du logement participera et animera cette rencontre régionale et ce week-end de formation.

Pour tous renseignements : M. Marcel CUNIN, conseiller municipal P.S.U. de Conflans, C.G.L. délégation départementale, 33, rue des Ceillels, 54-CONFLANS-EN-JARNISY. Tél. (28) : 21.74.76.

Nécrologie

Le camarade Pierre Moraël de la Fédération P.S.U. du Tarn-et-Garonne n'est plus.

Comment parler de lui, qui toute sa vie fut la simplicité même, sans faillir à cette simplicité, comment dire à sa famille notre tristesse.

Pourtant Pierre Moraël était un homme d'une qualité rare, un homme qu'on ne remplace pas. Chrétien de progrès profondément engagé dans son époque, jamais en contradiction avec lui-même il était d'une conviction et d'une ténacité sans égales. Partisan de la non-violence, président du Mouvement de la Paix, il vivait ces engagements d'une adhésion passionnée n'en refusant aucune conséquence, acceptant sereinement les jours de prison qui en étaient « la consécration ». Sa réprobation de l'injustice, du colonialisme le mirent au premier rang des combats contre les guerres coloniales.

Les années passées au Maroc avaient fait de lui un homme qui savait et sans doute quelquefois nous dûmes le décevoir...

Pour lui la fin du colonialisme, l'émancipation du tiers monde, la justice sociale et le progrès imposaient à notre pays un socialisme moderne et c'est pourquoi il était déjà des nôtres au sein de la Nouvelle Gauche, de l'U.G.S. et du P.S.U.

A sa femme avec qui il formait un couple étroitement uni et si étranger à tout égoïsme, à ses enfants, à tous les siens, à tous ceux qui avaient su voir en Pierre Moraël l'être exceptionnel qu'il était, nous redisons notre douloureuse affliction. □

Ardennes le Vietnam

Jeudi 25 avril, la section de Charleville du P.S.U. organisait une soirée sur le Vietnam, sous la présidence de Jean LAMBERT, assisté d'Andrée VIENOT, d'Yvette LEBORGNE et de Gaston PLENTIN.

Après la présentation de deux films (« Sud-Vietnam avec le F.L.N. » et « Documents d'accusation ») notre camarade Abraham BEHAR, membre du tribunal Russel, qui avait bien voulu venir à Charleville, fit un exposé, faisant alterner le récit vivant de ses expériences personnelles au Vietnam, avec une rigoureuse analyse politique. □

L'UNEF relance l'action

Le 25 avril, au nom du Bureau national de l'UNEF, Jacques SAUVAGEOT a présenté à la presse le plan de campagne du syndicat étudiant pour le troisième trimestre. Il a particulièrement insisté sur deux points :

L'action sur les campus universitaires d'abord : — « depuis le 14 février, les étudiants ont obtenu dans les cités universitaires l'instauration d'un état de fait que l'administration n'a jamais reconnu et ils se sont octroyés un certain nombre de libertés. Depuis cette époque, le gouvernement par l'intermédiaire des différents centres régionaux des œuvres, cherche à faire revenir les étudiants sur cet état de fait en leur offrant dit-il des perspectives de discussion. Notre position sur cette question est très claire... Les discussions avec l'administration ne peuvent se faire que : 1° sur la base du maintien de l'état de fait ; 2° sur l'ensemble des revendications des étudiants. »

L'action sur les examens ensuite : « L'examen est une des clefs du système de l'enseignement et conditionne tant le comportement des étudiants que celui des enseignants ; l'examen est en outre l'un des instruments essentiels de la politique de sélection du gouvernement ». L'UNEF préconise donc une forme nouvelle d'action à l'occasion des cours et des travaux pratiques, consistant à engager le dialogue avec les professeurs sur la nature des examens, leur justification, les débouchés qu'ils ouvrent, etc. L'UNEF lance à ce sujet un appel aux syndicats enseignants, pour que la campagne soit menée en commun ; elle soutiendra les Comités d'Action lycéens qui ont l'intention de lancer une action du même type.

De son côté, le Bureau exécutif de l'UNION DES GRANDES ECOLES élu lors du XXII^e Congrès qui vien de se tenir à Caen, fait connaître sa composition. Il comprend notamment Jean-Louis PIERQUIN (Président), Yves PACCOU (vice-président), Pierre ROUZE (secrétaire général), Denis L'HOSTIS (trésorier), Jean-Pierre LEVY (universitaire), Eric GALAIS (social). □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

TRI (Youg.) V. O.

Point de vue Palinodies

Pourquoi faut-il qu'un terme pompodolien vienne sous la plume lorsqu'on lit l'article que Gabriel Bergougnoux consacre au P.S.U. dans « Témoignage Chrétien », et que reprend notre confrère « le Monde » ? Oui, pourquoi ?

M. Bergougnoux a une réponse toute prête : il se demande déjà si nous ne sommes pas « les authentiques gaullistes de gauche ». L'idée n'est pas neuve : elle a déjà servi ; en particulier dans la bouche de certains esprits libres pour lesquels la lutte contre l'impérialisme est une marque irréfragable d'allégeance gaulliste. Sans doute n'est-ce pas ce qu'a voulu dire Bergougnoux. Plus subtilement, il constate une entente objective entre l'O.R.T.F. et le P.S.U. Comment ne pas voir, en effet, que si les actualités télévisées se font l'écho d'un conseil national du P.S.U. (3 fois en un seul week-end !...) où l'on traite par exemple du droit du travail et de l'avenir des relations entre partis et syndicats, il y a collusion manifeste avec le pouvoir gaulliste pour diviser la Gauche ? Comment ne pas voir également qu'avertir fraternellement le P.S.U., par voie de presse, du fait que son refus d'entrer à la F.G.D.S. lui fait porter, à lui seul, « la grave responsabilité d'un échec éventuel » c'est renforcer l'unité de la Gauche ? A la vérité, on ne peut faire mieux en si peu de lignes : exhorter des camarades fourvoyés à rentrer dans le droit chemin et se trouver du même coup un bouc émissaire au cas où M. Pompidou s'avérerait plus populaire que M. Mitterrand. Poignée d'irresponsables ou premier rôle — même si c'est celui du traître de la comédie — ? Notre camarade conventionnel ne semble pas très fixé.

Tout cela serait drôle si, justement, le problème n'était en fin de compte celui de la Gauche au pouvoir, donc peu ou prou celui de l'avenir des Français et en particulier des travailleurs. L'unité de la Gauche n'a pas grand chose à voir avec les attaques venimeuses de M. Bergougnoux. Il n'a pas tort, cependant, d'aborder le problème fondamental des questions que se posent les syndicalistes qui n'ont pas encore choisi « entre des formations voisines ». Que peut penser un syndicaliste soucieux d'unité lorsque, désireux de la promouvoir, il propose à des fédérés de s'asseoir à la même table que des membres du P.S.U. pour discuter du Vietnam, par exemple, et qu'il s'entend répondre par des représentants de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste qu'il leur est impossible de participer à un comité d'organisation comportant le P.S.U. en tant que tel ? Peut-être pour employer une expression de notre auteur, se sent-il « justifié » de n'appartenir à aucune formation politique.

C'est là qu'on hésite entre un diagnostic d'ignorance ou de jésuitisme. Lorsqu'à l'issue de son V^e Congrès, le P.S.U. décida de ne pas se fonder dans la F.G.D.S., il donna mandat à sa direction nationale de proposer tant au Parti Communiste qu'à la Fédération une discussion programmatique. Ce mandat fut rempli. Le P.C.F. souhaitait l'élaboration d'un programme commun de la Gauche, il accepta la discussion. Elle continue. Il aurait accepté que cette discussion se fasse à trois ; la réponse de la F.G.D.S. fut simple : si le P.S.U. participe aux discussions, elle s'en retirera. Le P.C.F., soucieux de maintenir des contacts très larges, désigna deux délégations au lieu d'une.

Cette méthode, un peu coûteuse en temps, n'aurait pu en avoir d'inconvénients majeurs, surtout dans une première phase de contacts et de débroussaillage, si la F.G.D.S. n'avait dans le même temps refusé toute discussion directe avec le P.S.U.

Les choses seront-elles claires un jour ? L'intoxication est une arme vieille comme la politique, on sait maintenant qu'elle ne paie qu'à court terme. Nous attendons toujours une réponse aux propositions écrites de rencontre que nous avons adressées au président de la Fédération en septembre. Il fallait sans doute que démocratiquement MM. Billières, Mollet et Mitterrand consultent leurs organisations respectives sur l'opportunité d'engager des discussions de programme avec le P.S.U. Depuis huit mois ces organisations se sont réunies en congrès, elles ont eu la possibilité de se prononcer ; peut-être la question ne leur a-t-elle pas été posée. La réponse en tout cas n'est jamais venue.

Une conclusion s'impose : ou bien François Mitterrand n'a pas jugé bon de consulter son entourage et alors Bergougnoux est simplement mal informé ; ou bien, et c'est le plus probable, Bergougnoux sait tout cela et il contribue par son jésuitisme à noircir un peu plus le dossier de la politique déjà si souvent décriée pour être fondée sur le mensonge et la malhonnêteté.

IL FAUT QU'UNE PORTE...

Au fond ce n'est sans doute ni tout à fait l'un ni tout à fait l'autre. C'est plutôt la conviction profonde qu'il appartient à la seule F.G.D.S. de décider quand une porte doit être ouverte ou fermée. Conviction voisine de celle que développaient certains tenants traditionnels de l'unité des chrétiens, pour lesquels la pratique œcuménique consistait à chercher sur quel pied les Réformés iraient à Canossa. De cette conception de l'œcuménisme, Bergougnoux conviendrait sans doute qu'elle est simpliste et dépassée. Il semble que ce soit plus difficile pour l'unité de la Gauche.

En effet, il prend la précaution de citer François Mitterrand à l'appui de ses dires ; on peut lire notamment que, si le P.S.U. accepte de se lier organiquement à la F.G.D.S., celle-ci « recevra les propositions du P.S.U. de la façon la plus ouverte. Aucun obstacle ne sera mis ». Il reste à tirer les conséquences de cette déclaration de bienvenue : puisque le P.S.U. souhaite garder une existence autonome, on recevra ses propositions de la façon la plus fermée. On dressera devant lui tous les obstacles possibles. On aura ensuite la possibilité de déplorer chaleureusement que « se gaspille la générosité militante de milliers de camarades du P.S.U. ».

Effectivement Gabriel Bergougnoux va jusqu'au bout des textes qu'il cite. Il ne se demande pas si l'ostracisme pratiqué par son organisation ne risque pas d'affaiblir la Gauche, il est vrai que pour lui « la coexistence politique anticipe la concertation doctrinale ». Il oublie en route que le terme est impropre à son dessein, qu'une des conditions de logique élémentaire pour qu'il y ait coexistence c'est qu'il y ait au moins deux entités distinctes. A la limite et en se contentant de suivre son raisonnement, on pourrait se demander pourquoi la F.G.D.S. n'a pas exigé du Parti Communiste qu'il devienne sa quatrième famille ; peut-être le dialogue entre MM. Waldeck-Rochet et Maurice Faure en aurait-il été facilité.

On cherche à imaginer, à la lumière de tels propos, quelle sorte d'existence, pour ne pas parler de liberté, serait consentie au P.S.U. à l'intérieur de la F.G.D.S. si le seul langage qu'on juge bon d'utiliser pour s'adresser à lui est celui de l'ultimatum et du procès d'intention, si le droit même d'exister lui est refusé alors qu'il ne se mêle pas de peser dans des répartitions de compétences et de mandats, alors que les seules questions qu'il pose à ses partenaires portent sur le fond, sur la pratique de ce socialisme dont Bergougnoux nous assure qu'il est le fondement de son organisation.

Rémy GRILLAULT.

Auteurs

Le tour du monde du travail

Georges Douard

Georges Douard est un homme peu ordinaire. Issu d'une famille ouvrière de Nantes, il entre très tôt au travail et devient ouvrier électricien. Animé par un immense besoin de connaître, il fait sa valise et, sous l'égide du Service civil international, part découvrir le monde. Il parcourt l'Europe, l'Inde, le Japon, les États-Unis, gagnant son gîte, sa nourriture et le voyage suivant en travaillant dans les usines du pays où il se trouve. Cinq ans plus tard, il revient en France, il raconte ses « voyages » dans un livre : *Opération Amitié*. Puis il repart pour les pays de l'Est et Israël. Il rapporte un autre livre : *Du kol-khose au kibboutz*.

Au tour du monde d'un ouvrier succède un tour de France. A Nantes, à Lyon et à Paris, Georges Douard s'est embauché dans plusieurs usines. Son expérience est contenue dans un troisième livre : *L'usine et l'homme* (*).

Cet homme peu ordinaire n'aime pas parler de lui, il préfère « raconter » le monde des travailleurs, raconter ce qu'il a vu et vécu. Il le fait sans lyrisme, sans formules mélodramatiques. Il est un témoin, et c'est cela qui donne à ses livres un relief et une force sans égale.

A propos de *L'usine et l'homme*, Georges Douard s'explique :

« J'ai passé de longues années à l'étranger; à mon retour, j'ai voulu voir qu'elle avait pu être l'évolution de la classe ouvrière en France. On parle beaucoup de « nouvelle classe ouvrière », de « civilisation des loisirs ». De fait, le sort des ouvriers s'est amélioré : ils gagnent plus, sont mieux logés, possèdent une voiture, prennent des vacances. Malgré tout, à l'intérieur de l'usine, la condition ouvrière se détériore. La fatigue physique est remplacée par la fatigue nerveuse. Ce sont les cadences infernales, la spécialisation des tâches, les chronométrages, les enquêtes policières pour l'embauche. Autrefois, il y avait des temps morts dans le travail : on pouvait respirer, rouler une cigarette, aller chercher des pièces au magasin... »

« De plus en plus, l'ouvrier est un sous-développé physique et mental. Je sais, pour l'avoir vécu, qu'après une journée de travail en usine on n'a plus envie de lire, de sortir, de se cultiver. Pendant le week-end, on emmagasine des forces pour la semaine suivante. »

« La classe ouvrière est marquée, conditionnée par la fatigue, la télé, la voiture, le tiercé, la publicité. Le mouvement syndical a beaucoup de mal pour animer la foule des travailleurs. Les travailleurs répondent aux mots d'ordre de grève par habitude, par gauchisme. Mais on va plutôt bêcher son jardin qu'à un meeting. Les ouvriers reprochent aux syndicats leur manque d'unité et le fait qu'ils n'offrent pas de perspectives dynamiques. »

Georges Douard parlerait des heures et des heures sur les conditions de vie de la classe ouvrière. Il raconterait son livre dont il voudrait qu'il aide tous ceux qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière à comprendre, à réaliser que quelque chose doit changer.

Dans la manière d'analyser les situations et d'ouvrir des perspectives, tout au long des pages, apparaît le socialisme de l'auteur, membre du P.S.U. Voici d'ailleurs comment il termine son livre dont je ne saurais trop vous recommander la lecture :

« Nous sommes matériellement deux fois plus à l'aise que les Soviétiques, mais s'ils ont une vie difficile leur régime prépare le futur. Malgré leurs lourdes erreurs, je crois, après y avoir vécu, qu'ils n'ont pas la — mais une — réponse aux problèmes de la vie moderne et que nous n'en possédons pas. C'est pourquoi, tout bien pesé, la solution pour les travailleurs français reste un régime socialiste, humain, respectant leur personnalité, leur liberté de penser, de croire.

« En même temps que nous militons pour y accéder, nous devons lutter pour diminuer cette fatigue qui paralyse toute activité, réduire à un plafond les heures supplémentaires, retourner aux quarante heures en journées continues, exiger que les loisirs éducatifs aient d'importants crédits pour concurrencer les distractions commercialisées.

« Mais ce n'est pas en attendant sagement dans notre coin que patrons et gouvernement nous offriront gentiment tout ça ! Le seul moyen, c'est de voter à gauche et de rejoindre les syndicats, nos meilleurs défenseurs. »

(Propos recueillis par Jacques Ferlus.)

(*) Georges Douard. *L'Usine et l'Homme*. Plon. 296 pages. 15 F. Les deux autres livres cités, chez le même éditeur.



Duke Ellington

A.D.N.P.

Musique

Les maillots jaunes du jazz

Claude Louis

Gâce au talent fécond de quelques musiciens qui, au cours de leurs improvisations, ont développé et bousculé les données mélodiques, harmoniques et rythmiques des pionniers du jazz moderne : les créateurs du style « be-bop » des années 40, le jazz a accompli un grand bond en avant durant ces dix dernières années. Quelques personnalités dominent de très haut l'évolution depuis 1958. Elles sont à la source du renouvellement profond qui caractérise les divers courants du jazz contemporain. Nous vous les présentons en tant que novateurs essentiels avec des références discographiques indispensables à une connaissance de base de leur démarche musicale.

● **MILES DAVIS**. — Trompettiste révélé dans le quintet de Charlie Parker, il réussit au cours des années 50 à concilier le phrasé abrupt et les apports harmonico-rythmiques du Bop avec le caractère nonchalant et intériorisé du style de Lester Young. Devenu le chef de file du jazz cool, il reste attentif à l'évolution dynamique et créatrice. Davis affirme alors une personnalité originale par un travail approfondi du timbre et de la sonorité instrumentale aboutissant à un dépouillement extrême dans l'ex-

pression. La trompette de Miles Davis, c'est une voix pathétique et déchirante... mais aussi un écho serein dans l'angoisse de notre temps. Cette sensibilité à fleur de peau permet à Miles de créer une suite de « climats sonores » d'une grande intensité lyrique — mis en évidence par des cadences rythmiques subtiles.

● **SONNY ROLLINS** et **JOHN COLTRANE**. Ont donné chacun à leur manière et selon un tempérament généreux, une force expressive incomparable au saxophone. Tous deux possèdent une technique à la mesure de leur inspiration.

Rollins a repris à son compte la sonorité ample et chaleureuse des saxophonistes ténors de l'école Hawkins, s'éloignant ainsi de l'influence de Lester Young sur les saxophonistes Cool des années 50. Ses conceptions harmoniques et rythmiques audacieuses — issues du Bop — lui permettent d'élargir le champ de l'improvisation par une démarche instrumentale tumultueuse et pleine de rebondissements imprévus. A l'audition, Rollins fait naître une sorte « d'excitation continue » passionnante. Son style exemplaire stimulé par son goût inné pour la recherche ne le laisse pas étranger au courant avant-gardiste.

(suite page 10)

(suite de la page 9)

John Coltrane, au contraire de Rollins, cultive dans son discours une démençe harmonique perpétuellement recommencée et à chaque fois transcendée par un dosage savant des intensités sonores. Le parti-pris statique des développements coltraniens — très influencé par les traditions musicales de l'Orient (en particulier la musique indienne) et les modes folkloriques dérivés — prend toute sa signification au contact de la prolifération permanente des rythmes complexes de l'extraordinaire batteur Elvin Jones. Le caractère orgiaque de la musique de Coltrane conduit à l'envoûtement magique des cérémonies rituelles africaines.

● CHARLIE MINGUS. A été l'un des dignes compagnons de Charlie Parker — un maître de la contrebasse participant activement à l'émancipation de l'instrument pour lui donner cette « omniprésence » typique des sections rythmiques modernes. Sa curiosité intellectuelle doublée d'une grande lucidité musicale lui a permis d'imposer une forte personnalité : mélange d'un élan revendicatif de la négritude avec le tourment harmonico-rythmique de l'avant-garde que colore un sens rare des alliages de sonorités. Mingus a su boire aux sources brutes de l'art négro-américain.

Exaltation des spirituals et obsession du blues ont présidé à la création de la transe instrumentale qui provoque le furieux déluge de ce démon-musicien. Les conceptions mingusiennes ouvrent de nouvelles dimensions aux petites formations du jazz et peut-être, jettent-elles un pont entre la notion libre du petit

groupe d'improvisation et les formules structurées du grand orchestre.

Trois musiciens ont voulu sortir délibérément des cadres thématiques et harmoniques exploités jusqu'alors et dans leurs plus extrêmes limites par Charlie Parker, Thelonius Monk, Lennie Tristano (le pianiste théoricien atonaliste du jazz Cool) et les deux géants du saxophone Sonny Rollins et John Coltrane — en se lançant au début des années 60, dans une nouvelle aventure appelée « Free Jazz ». Ainsi les saxophonistes Ornette Coleman et Eric Dolphy, et dans une voie très personnelle le pianiste Cecil Taylor ont tenté d'improviser au-delà de ces limites pour déboucher sur « l'improvisation totale ».

● ORNETTE COLEMAN. S'est révélé comme le principal initiateur du Free-Jazz ou « Newthing ». Ayant médité sur les géniales innovations de Parker dont il s'inspire, Coleman bouscule les systèmes conventionnels de repérage harmonique en jouant à partir de critères purement émotionnels.

Il interprète ses propres compositions. Connu surtout comme saxophoniste-alto (il utilise un instrument en matière plastique) il joue aussi de la trompette et du violon.

● ERIC DOLPHY. Entretient parallèlement à Ornette Coleman, un jeu très contrasté sur les divers instruments qu'il pratique : saxophone-alto, clarinette-basse et flûte. Ayant repris les influences conjuguées de Mingus, Coltrane et Ornette Coleman avec lesquels il a joué — il crée un langage perturbé et exacerbé par des sonorités baroques qui sollicitent des registres extrêmes, un

découpage chaotique des phrases et un traitement harmonique audacieux.

● CECIL TAYLOR. Prolonge magistralement les « brisures formelles » chères à la musique de Monk. Il traite son piano comme un instrument à percussion. Il découvre ainsi le pouvoir de la « note absolue » en amalgamant la richesse du son brut et l'impact rythmique dans la progression mélodique qu'il enrichit d'échappées atonales.

Avant de terminer cette présentation, il serait injuste de ne pas

mentionner un fait majeur et trop souvent sous-estimé : les progrès fantastiques des sections rythmiques actuelles en particulier le rôle prépondérant que jouent les bassistes et les batteurs dans les œuvres citées. Cette émancipation amorcée par les « boppers » est couronnée par les qualités créatrices des batteurs Philly Joe Jones (avec Miles Davis), Elvin Jones (avec Coltrane, Rollins), Roy Haynes (avec Dolphy) et Tony Williams — du bassiste Scott La Faro et du pianiste Bill Evans.



Le chat Brando sur un toit brûlant.

ÉLÉMENTS DISCOGRAPHIQUES

— MILES DAVIS (trompettiste). « Milestones » (avec Coltrane) - C.B.S. 62308.
« Miles Ahead » (avec l'arrangeur Gil Evans) CBS 62496.
« Kind of Blue » (avec Coltrane et le pianiste Bill Evans) - CBS BPG 62066.
« Miles à Antibes » - CBS 62390.
« Miles à Antibes » (avec Herbie Hancock piano, Tony Williams drume) - CBS 62390.
« Nefertiti » - Nouveauté CBS.
— TONY WILLIAMS (drumes) « Life Time » - Blue Note 4180.
— SONNY ROLLINS (saxophoniste ténor) « At the Village Vanguard » (trio avec Wilbur Ware, Elvin Jones, drumes) - Blue Note 1581.
« Our Man in Jazz » (avec Don Cherry, tp, Billy Higgins, drumes) - RCA Victor 430562.
— JOHN COLTRANE (saxo-ténor et soprano) « My Favorite things » (avec Mac Coy Tyner, p., Elvin Jones, drumes) - ATLANTIC 332037.
« Olé » (avec Elvin Jones, drumes) - ATLANTIC 332032.
« Africa Brass » (grande formation) - IMPULSE 6.
« Live at the Village Vanguard » (avec Eric Dolphy, cl.-b., Mac Coy Tyner, p., Elvin Jones, drumes) - IMPULSE 10.
« Avant-Garde » (avec Don Cherry, tp., Charlie Haden, Percy Heath b., Ed. Blackwell, drumes) - ATLANTIC 1451.
« Impressions » (avec Eric Dolphy cl.-b., M.-C. Tyner p., Elvin Jones et Roy Haynes drumes) - IMPULSE 42.
« A love supreme » - IMPULSE 77.
« Ascension » (avec Archie Shepp) - IMPULSE 95.
— ORNETTE COLEMAN (saxo-alto, tp.,

violon, compositeur arrangeur) « Le Jazz de demain » - ATLANTIC 332010.
« Free-Jazz » (avec Don Cherry, Eric Dolphy, Scott La Faro, Charlie Haden b., Billy Higgins, Ed. Blackwell, drumes) - ATLANTIC 412008.
« Ornette on tenor » - ATLANTIC 432069.
« At the Golden Circle » (en trio) - vol. I Blue Note 4224. — Vol. II Blue Note 4225.
— ERIC DOLPHY (saxo-alto, clarinette basse, flûte) nombreuses séances d'enregistrement avec les formations de Mingus et Coltrane.
« Outward Bound » - PRESTIGE Feps 10019 ou BEL-AIR 331006.
« Out to Lunch » - Blue Note BLP 4163.
Avec l'arrangeur George RUSSEL : « Ezz-Hietics » - RIVERSIDE RLP 375.
— CECIL TAYLOR (pianiste) « Love for sale » - UNITED ARTISTS 4046.
« Live at the Cafe Montmartre » - DEBUT 138 ou FANTASY 6014.
« Unit Structures » - BLUE NOTE 4237.
— BILL EVANS (p.) trio avec le bassiste SCOTT LA FARO « Portrait in Jazz » - RIVERSIDE RLP 12-315.
« Sunday at the Village Vanguard » - RIVERSIDE RLP 376.
« Waltz for Debby » - RIVERSIDE RLP 399.
— CHARLIE MINGUS (bassiste, compositeur, arrangeur) « Blue and Roots » - ATLANTIC 332020.
« Mingus Ah um » - CBS 62260.
« Mingus Dynasty » - CBS 62261.
« Pre-Bird » - MERCURY 125133.
« Mingus oh Yeah » - ATLANTIC 332051.
« Mingus, Mingus » - IMPULSE 54.
« The Black Saint... and the Sinner Lady » IMPULSE 35.

Cinéma

Un œil éteint

Jean Helms

Un soldat nu en train de chevaucher et fixé dans l'œil, apparemment glacé, de l'officier Brando : c'est sans doute cela le « reflet dans un œil d'or » que John Huston a tiré du roman de Carson McCullers. Car, en définitive, cette idylle limitée à des échanges de regards l'emporte en dimension et en conséquences sur les autres liaisons nouées par les personnages désœuvrés d'une garnison du Sud.

Pourtant, en bon Américain, l'auteur indique le phénomène mais s'arrête avant la conclusion : une nuit d'orage, l'officier finit par tuer à bout portant l'homme qu'il découvre au pied du lit de sa femme. Apparemment, pour que les institutions soient sauvées, deux êtres d'un même sexe ne peuvent s'aimer qu'en état d'agression. C'est d'ailleurs ce que suggère la victime elle-même qui, quelques minutes auparavant, se fait boxer par un de ses voisins

de chambrée. On comparera avec intérêt cet accouplement entre parenthèses avec celui des *Biches* de Chabrol qui, elles, mordent dans le fruit, avec une crudité et une ferveur autrement plus libérées.

Est-ce à cause de ce parti pris de demi-teintes ? Tous les acteurs semblent mesurer cette fougue, qui fit pourtant leurs heures de gloire, de Marlon Brando à Elizabeth Taylor (trompant ici son mari sans la moindre conviction), en passant par Juliet Harry (la plus fine dans son rôle de demi-folle). Comme si la dégradation générale qui grignote la collectivité en question avait gagné l'humeur des comédiens... Et du caméraman, peu soucieux de plans originaux, même dans les chevauchées qui s'y prêtaient pourtant à merveille. Dans la moiteur environnante, ces reflets d'inappétence technique et sexuelle viennent en fait expirer sur un œil passablement terni. □

Variétés

Souveraine Catherine

Marc Echeverry

Le triomphe que Catherine Sauvage remporte à Bobino, vient à son heure. Il n'est pas seulement le signe de la fin de la vague « yé-yé » qui avait submergé les spectacles de variétés pendant quelques années. Il consacre les immenses progrès d'une chanteuse à laquelle nous avons toujours été fidèles, mais qui ici prend sa véritable place : la première.

On ne sait jamais comment se produit la mutation. A quel moment, ce qui était recherché, réussite particulière, accent intéressant, vigueur de répertoire, se transforme et se fond pour devenir l'expression même de notre époque. Je suis certain que ceux qui auront eu le privilège d'entendre Catherine Sauvage en ce printemps 68, sauront désormais qu'une très grande chanteuse est née.

Nous savions déjà qu'elle chantait Ferré beaucoup mieux que Léo, qu'Aragon avait trouvé en elle son interprète la plus aiguë. Nous nous amusons de la voir s'essayer sur Vignault, à priori étranger à son tempérament. Et nous nous disions : intelligente Catherine.

Ce qui s'est passé l'autre soir à Bobino, c'est autre chose. Les années de revers, le passage au théâtre, la rencontre d'un public (celui des Maisons de la culture) d'une nature différente, de celui du Vieux Colom-

bier ou de l'Olympia, ont transformé l'essentiel : l'attitude de Catherine Sauvage par rapport à son public.

Désormais elle ose, et elle fait partager. Ce qu'il y a d'unique dans son tour de chant actuel, c'est l'autorité avec laquelle elle impose des refrains que l'on croyait difficiles, comme si chacun les aimait depuis longtemps. Le métier, ou plus exactement l'ascèse de ce métier, font éclater toutes les autres qualités. Et l'on découvre que Catherine Sauvage est non seulement intelligente, mais sensible, ironique, provocante, bouleversante.

Un très grand moment. D'autant plus grand, que nous avons été singulièrement déçus, par Maurice Fanon, qui passe en vedette américaine. Ici au contraire les défauts et les tics s'accusent. Trop d'à peu près, de cris, de mauvais goût, viennent ternir quelques bonnes chansons. Disons-le nettement, Fanon est loin de tenir ses promesses, et une certaine complaisance de l'auteur par rapport à son interprète devient à proprement parler insupportable.

Programme moyen, par ailleurs, avec tout de même Avron et Evrard dont le comique percutant provoque d'immenses éclats de rire.

Une soirée à ne pas rater néanmoins. Pour Catherine Sauvage qui, en quarante minutes, gomme des années de mauvaises chansons. □

Théâtre

Le beau naturalisme de Miller

Claude Glayman

La représentation de « Je me souviens de deux lundis », pièce de jeunesse d'Arthur Miller, retient l'attention pour trois raisons. Par le lieu d'abord où l'on peut la voir et qui contribue à cette décentralisation culturelle appelée dans ces colonnes de tous nos vœux.

Par son thème ensuite. Après tout la présentation de travailleurs à la scène est chose rare, suffisamment, pour que même si les défauts ne manquent pas, on soit porté à le louer. Vérisme, idéalisme, équilibre fragile, caractérisent l'œuvre et préfigurent assez la suite du théâtre d'Arthur Miller. Il y a entre cette générosité qui est la marque foncière des artistes américains engagés et qui donne parfois de fortes réussites, surtout dans le roman et à l'écran. Ici, le dialogue se déroule aisé (bien

rendu par la traduction de Maurice Pons) nourri d'anecdotes qui frisent le cliché et sont pourtant pleines d'humour et de révolte. Les personnages, volontiers frêles, suscitent le typage. D'où l'importance décisive de la mise en scène qui peut tout faire passer ou au contraire rendre insupportable et bavarde cette petite séquence de la « tragédie américaine ».

Or, avec Christian Dente, ancien assistant de Pierre Debauche, qui s'était déjà essayé à une adaptation d'une série noire d'Horace McCoy, la partie est gagnée. Bien que de tempérament différent de celui de Valverde, Dente est l'un des rares jeunes aujourd'hui à savoir, comme lui, choisir et diriger des acteurs. Les siens vivent, font passer le courant, retrouvant comme à Saint-Denis, à



Charles Bouchery et Pascal Sanvic jouent Arthur Miller.

et de l'expressionnisme, le secret de l'existence sur la scène. On n'oubliera pas Michel Berto, Jean-Claude Jay, Pascal Sanvic, etc.

A noter et ce sera notre troisième raison, les moments où le travail de l'usine est comme sublimé, la monotonie et la robotisation donnant lieu au paroxysme gestuel et au dépassement lyrique. Cette transfiguration du boulot ne pouvait pas ne pas faire songer à la « Cuisine » de Wesker, montée par A. Mnouchkine. Voulez-vous ou non par Dente, la référence, en tout cas, s'impose. Elle semble

indiquer une voie intéressante qui pourrait faire école et permettre de mieux aborder à la scène les thèmes actuels du travail.

Pour tous ces motifs et la sympathie que nous inspire l'entreprise de Dente et de son équipe, choisissez Vincennes pour l'une de vos toutes prochaines soirées. □

(*) Théâtre Daniel Sorano, Maison des Jeunes et de la Culture, 94-Vincennes, 81, avenue de la République. Tél. : 808-59-01. (Il est préférable de se renseigner au préalable sur les dates et horaires de représentation.)

A écouter

● MONTEVERDI, LETTERA AMOROSA ET AUTRES MADRIGAUX. Trop souvent les interprètes de Monteverdi hésitent entre la fadeur de la reconstitution historique et les égarements de la modernisation. Il suffit parfois d'un musicien qui sache concilier les exigences de la fidélité et de l'expression pour arracher un grand compositeur à l'admiration exclusive des spécialistes. Ce qu'Edwin Fischer a fait pour Bach, Bernard Kruysen le fait aujourd'hui pour Monteverdi. Le respect du texte et de la musique est irrigué par une sincérité profonde qui donne à son interprétation de Lettera Amoroza une intensité bouleversante. Une partition, vieille de 350 ans, s'anime miraculeusement, parce qu'un artiste généreux a su lui communiquer sa voix, ses nerfs et son sang. A écouter avec recueillement. (Valois 1 x 30 cm). □

● FRANÇOIS COUPERIN. LES NATIONS. Le disque n'a guère gâté jusqu'ici le plus subtil et le plus harmonieux des musiciens français. Ce Couperin trop discret que Bach admira quand la France l'oubliait sut conférer à sa musique une poésie tendre et naturelle. On a parlé d'un La Fontaine de la musique. Les Nations publiés en 1726 alors que l'auteur approche de la soixantaine reprennent et amplifient

grâce à l'orchestre, 4 sonates écrites 30 ans plus tôt. Il s'agit moins d'une œuvre cosmopolite que du mariage d'amour de la musique française et italienne. Sans la direction de Jacques Roussel, l'orchestre Antiqua Musica leur rend un hommage vif et bien sonnant. (Voix de Son Maître, 2 x 30 cm, vendus séparément.)

● L'ITALIE BAROQUE. L'U.R.S.S. bouge, découvrant simultanément Stravinsky et Monteverdi. L'ensemble « Madrigal de Moscou » nous offre un beau florilège italien des débuts du XVII^e siècle : orgue, clavecin, madrigaux et extraits d'opéra. Les musiciens de cet ensemble sont à la fois chanteurs et instrumentistes ; leur chef Andréi Volkonski est l'un des responsables du renouveau de la musique ancienne en U.R.S.S. On ne tardera pas à reparler de l'Ensemble Madrigal. (*Chant du Monde*, 1 x 30 cm.)

En bref

● Le Mai culturel de Malakoff comprendra de très nombreuses manifestations : débats avec écrivains et artistes, cabaret, soirée Antonin Artaud, musique (hommage à André Jolivet), peinture (exposition Miro), théâtre (pièce de Claire-Lise Charbonnier, Bernard Dort sur Brecht), etc.

Pour tout renseignement : M.J.C., 4, bd Henri-Barbusse - Malakoff.

Les colonels

(Suite de la page 1)

pendance envers nos « protecteurs », notamment américains qui, depuis la doctrine Truman, en 1948, avaient entrepris de nous guider sur les voies d'un monde appelé libre...

Nous de l'E.D.A., avons essayé de montrer que la question du contrôle de l'armée grecque — qui était un Etat dans l'Etat — n'était pas une question académique mais de politique pratique. Qu'à partir du moment où il existait en Grèce des centres de prises de décisions qui se trouvaient en dehors du contrôle démocratique — Palais, Armée, Police, etc. — le danger était grand.

Notre politique fut accélérée par d'autres partis et lorsqu'en 1964 l'Union du Centre de M. Papandréou gagna avec une majorité écrasante aux élections, c'est l'essentiel de notre politique qui gagna les 65 % du peuple. L'E.D.A. ne s'est pas reposé sur ses lauriers. Elle a souligné qu'en Grèce le pouvoir ne s'identifiait pas au gouvernement et elle a averti le peuple que des forces obscures préparaient l'assaut final. Pendant les 15 ans de son existence légale, l'E.D.A. n'a jamais sous-estimé l'importance de la lutte pour l'indépendance nationale. Chaque succès de la lutte anti-impérialiste que ce soit à Chypre, en République Arabe Unie, en Algérie, était pour nous un jour de fête.

Les Américains ont abattu leurs cartes.

Mais en avril dernier, l'impérialisme s'est vu obligé d'abattre son jeu. La démocratie mutilée, un parlement sous tutelle royale, une armée sous tutelle de l'OTAN, tout un pays sous tutelle américaine, ce n'était plus suffisant. La façade était devenue encombrante : le peuple était devenu trop fort. Les cadres de la dépendance commençaient à craquer. Et le mouvement populaire, original, multiforme et agressif qui s'était développé depuis 1965 risquait de faire craquer tout l'édifice, tout le système savamment et patiemment mis au point par les experts atlantiques.

Il fallait trouver de nouveaux moyens pour gouverner un pays recalcitrant qui menaçait de faire peau neuve et se débarrasser de structures politiques périmées. Donc l'armée grecque de l'OTAN intervint. Ou plutôt une partie de l'armée. Celle qui soutient la junte qui a attaqué la nuit du 21 avril, la junte des assassins et des comploteurs. Papadopoulos qui était le contact de la CIA à Athènes — la révélation vient d'être faite par Andréas Papandréou en Amérique — mit ses blindés en mouvement et écrasa la constitution. Le chemin était grand ouvert, pour toutes sortes d'aventures. Quant à la

Grèce, c'était désormais un allié sûr, un allié sur lequel l'impérialisme pouvait compter.

C'est ainsi que le commandant des forces armées de l'OTAN en Europe, le général américain Lemnitzer, promet que l'aide militaire aux Européens, pendant l'année prochaine, sera répartie entre la Grèce, l'Espagne, le Portugal et autres pays « démocratiques ». C'est ainsi que nous voyons Papadopoulos déclarer à l'amiral américain Griffin (je cite) « Le 21 avril la Grèce a catégoriquement clarifié sa position envers l'ennemi commun, elle a rejeté du corps national les ennemis de l'Alliance et a prouvé sa loyauté envers l'esprit le plus profond de l'OTAN ». Et l'amiral américain flatté et flatteur, lui répondit : « Monsieur le Premier ministre, vous avez exprimé les choses beaucoup mieux que je ne pourrais le faire moi-même ».

Une vingtaine de jours après le « fiasco » du coup royal, les Etats-Unis ont renoué leurs relations diplomatiques avec la junte. Et nous voyons l'ambassadeur américain à Athènes Talbot et l'amiral Rivero, inviter les « hommes forts » du régime à bord du porte-avions « Franklin Roosevelt » et se répandre en éloges, en embrassements publics et autres manifestations de faveur envers leurs employés fidèles.

Le triumvirat Papadopoulos - Patata - Makaryos a installé des bases de fusées en Grèce, qui sont orientées vers les pays arabes. Ils exécutent tous les ordres qui leur sont donnés, même l'ordre de modeler une pseudo-constitution, de manière à institutionnaliser le fascisme. Ainsi les Américains pourront une fois de plus invoquer leur argument préféré : dire qu'ils aident des régimes « démocratiques », comme ils le font pour la Chine nationaliste, la Corée du Sud et le Sud-Vietnam.

La peste fasciste.

Nous vous parlons en tant que méditerranéens ayant subi l'assaut du fascisme de l'OTAN. Nous sonnons l'alarme. Le coup en Grèce pourrait n'être qu'un début. Nous sommes tous encerclés par l'ennemi. Dans les années 30 le fascisme avait comme mot d'ordre « des canons et pas de beurre ». Aujourd'hui, le fascisme de l'OTAN a comme slogan « Des bases de fusées, pas de démocratie et assujettissement au Pentagone ». Les mots ont changé, les armes ont évolué, la mentalité reste la même. La répression aussi, ainsi que les persécutions, l'obscurantisme, la destruction de la culture, de l'éducation, de l'économie ; la propagande de la haine et l'usage de la force brutale comme moyen de gouverner le pays. Nous sommes en présence d'un danger commun.

Le fascisme c'est comme la peste, c'est contagieux. Ce n'est pas la maladie des autres, c'est un mal qui nous menace tous. C'est un mal qui ronge les institutions avant de les démolir. L'attaque finale n'est qu'un

épisode de la maladie dont les causes sont profondes.

Il nous faut combattre ensemble cette peste. Il faut nous unir : présenter un front commun. C'est ce que le camarade du P.S.U. a clairement exprimé ici même (1) en disant que la première priorité c'est, en ce moment, de combattre le fascisme en Grèce, le seul pays européen où le virus a pu s'attaquer au corps national depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Nous sommes heureux de saluer sa proposition et nous demandons qu'elle fasse l'objet d'une discussion approfondie.

Les fascistes au pouvoir à Athènes, ne vous demandent pas de les aimer. Ils savent que cela est impossible. Ce qu'ils veulent, c'est que vous ne montriez pas ouvertement jusqu'à quel point vous les détestez. Un pays méditerranéen peut-il être neutraliste ? Les fascistes grecs le veulent neutre à leur égard, c'est-à-dire neutralisé.

Il n'y a pas de neutralité possible entre le feu et le pompier. On doit prendre parti énergiquement contre les flammes si on ne veut pas être brûlé.

Nous ne demandons à aucun d'intervenir en Grèce. Ce que nous vous demandons à tous, c'est de nous aider à empêcher l'intervention américaine en faveur de la junte. Ce que nous vous demandons c'est de nous unir pour chasser la VI^e Flotte de la Méditerranée et de briser les liens de dépendance forgés surtout par le moyen des pactes bilatéraux gréco-américains qui mettent en danger tout le bassin méditerranéen.

La solidarité que nous demandons.

Il ne faut pas laisser à la junte grecque de marge de manœuvre. Il faut l'étouffer, la faire suffoquer, il faut organiser un cordon sanitaire, il faut organiser l'asphyxie morale, diplomatique, économique et culturelle de ce fascisme en Grèce qui, à l'encontre du fascisme espagnol et portugais n'est pas encore consolidé, n'a pas encore trouvé son équilibre. Il en va de même, il est unanimement détesté à l'intérieur et à l'extérieur. Chaque fois qu'un délégué de la Grèce fasciste se présente à l'ONU, au Conseil d'Europe, aux différentes organisations internationales il doit être mis au banc des accusés.

Cette junte n'est pas un gouvernement, c'est une armée d'occupation. Et toutes proportions gardées, — c'est avec la même conviction que nous demandons que les forces d'Israël se retirent des territoires occupés, que nous demandons que ce régiment de l'OTAN qu'est l'armée grecque, soit chassée du territoire qu'elle a occupé le 21 avril 1967. Et comme nous soutenons la résistance qui se développe dans ces territoires occupés par Israël, nous aimerions voir les mouvements et partis progressistes méditerranéens soutenir la résistance grecque et ses deux organisations clandestines, le Front Patriotique et la Défense Démocrati-

que, qui ont récemment formé un comité de coordination à Athènes même.

A Athènes, nos camarades de l'EDA qui sont l'âme du Front Patriotique, qui sont reconnus dans les faits comme l'avant-garde du mouvement par leurs camarades de combat, ont essuyé un échec le 21 avril 1967. Mais ils n'ont pas été vaincus.

La main dans la main avec toutes les forces démocratiques en Grèce ils poursuivent la lutte.

Comme les assiégés libres de Missolonghi lors de la guerre d'indépendance, ils sont encerclés mais forts. Ce sont les résistants grecs, c'est la direction de notre parti qui lutte dans la clandestinité à Athènes, qui ont le droit et le devoir de diriger la lutte.

Notre responsabilité est commune.

Elle ne sera couronnée de succès que si les forces progressistes méditerranéennes expriment concrètement leur solidarité à la Résistance grecque. C'est tout un mouvement qu'il faut créer en Méditerranée. Mais qui dit mouvement, dit d'abord échange d'informations. Il faudrait que nous puissions nous renseigner les uns les autres, d'une manière permanente de ce qui se passe dans nos pays respectifs.

Oui, ce mouvement de masse est possible dans le bassin de la Méditerranée. Nous sommes persuadés qu'il faut une stratégie et une tactique communes pour faire face à l'ennemi commun comme l'a souligné le chef de la délégation de l'Union Nationale et des Forces Populaires du Maroc. Il nous faut — croyons-nous — à tout moment faire une analyse concrète de la situation. Aux forces armées et à la flotte américaines nous devons opposer la force de notre unité et l'élan révolutionnaire de nos peuples.

Parce que nous considérons la Méditerranée comme notre affaire à nous tous et non comme un lac américain patrouillé par la VI^e Flotte, nous entendons insister sur notre solidarité de militants et notre responsabilité de révolutionnaires méditerranéens.

Le bassin méditerranéen a été le berceau de grandes civilisations comme l'a justement dit le chef de la délégation yougoslave. Nous avons l'obligation de ne pas le laisser devenir une chasse gardée des Etats-Unis, une mer morte entourée de garnisons de « marines », le doigt sur la gâchette prêts à tirer sur des peuples épris de progrès et de liberté.

● Extraits de l'intervention de Marc DRAGONIS, prononcée au nom de l'E.D.A. à la Conférence méditerranéenne, dont la tenue et la vigueur a vivement impressionné l'auditoire. Les intertitres sont de la rédaction de T.S.

(1) Voir l'article de Marc Heurgon dans « Tribune Socialiste » n° 369.